

Vérités et mensonges sur la question Anglophone au Cameroun

Jean-Marc Soboth

Chers Tous!

En présentant mes Hommages à Tous et, en l'occurrence, à mon Professeur de Introduction to Law and Legal systems à l'Université de Yaoundé (1986-1987), le **Pr. Carlson Anyangwe**, j'aimerais faire, en guise de contribution au débat, le développement suivant, qui reflète le niveau de connaissance que j'ai de la Question Anglophone – ayant couvert la AAC I & II à Buea et Bamenda et ayant eu à cet effet moult interviews, dont de notables avec John Ngu Foncha à Foncha Street, et Solomon Tandeng Muna à Ngyembuh...

Lorsque je fus chef du service politique du journal Le Messenger en 1995, la Question Anglophone m'a, en effet, donné l'occasion d'un Award au Yaoundé Hitlon.

Pour implorer l'indulgence de tout un chacun ici, j'aimerais indiquer que je ne sais pas tout sur la question...

D'après des historiens (dont Victor T. Levine dans son ouvrage Cameroun, du Mandat à l'indépendance), le président Ahmadou Ahidjo fit, effectivement, montre de réticence quant à la perspective du rattachement du Southern Cameroons à l'ancien Cameroun français devenu indépendant l'année précédent le scrutin réunificateur.

Ahidjo dut retarder subséquemment les pourparlers sollicités avec les Nationalistes du Southern Cameroons, qui ont finalement eu lieu à Foumban, sous la houlette de son ami Njoya Arouna et du Sultan et Roi Bamoun, en Juillet 1961.

Ahadou Ahidjo se méfiait notamment du fait que les Anglophones, issus d'une culture plus respectueuse des individus, étaient réputés un peu trop à cheval sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le processus judiciaire. D'autant que la répression sanglante des Upécistes battait son plein et que les leaders anglophones la stigmatisait sans fioriture, en offrant, de surcroît, leur hospitalité aux militants nationalistes francophones. L'UPC, qui y a fait l'essentiel du travail de sensibilisation à l'idéal de la Réunification, avait établi un état-major/QG de dernier recours à Kumba. Ses militants fuyaient régulièrement la répression et se retrouvaient dans cette région où l'armée n'avait pas le droit de poursuivre ses « maquisards ».

Pour Ahmadou Ahidjo, l'activisme des Nationalistes anglophones à l'ONU pour la Réunification aurait pour but, à terme, de renforcer cette Opposition Upéciste – on a d'ailleurs la preuve aujourd'hui qu'il avait rejeté jusqu'à l'idée d'une association territoriale avec l'Île de Fernando Po pour les mêmes raisons.

Ahidjo avait investi toute son énergie et les moyens de l'État dans la partie septentrionale, dénommée Northern Cameroons, pour des raisons démographiques, politiques, religieuses et ethnistes.

Mais pour Levine, cette région, plus peuplée que le Sud, fut trop influencée par les émirats traditionnels de l'Est du Nigeria – notamment le Shehu (Émir) de Yola, dont l'influence s'est poursuivie jusqu'à sa mort récente sur les plus grands Lamibé du septentrion camerounais qu'il a personnellement intronisés. En clair, les souverains religieux qui contrôlaient cette région ont déterminé le scrutin. Des suites de l'échec, Ahidjo, dans une colère confirmée par ses proches (source : entretien avec le défunt Ambassadeur Mohamadou Haman Dicko), s'est immédiatement pourvu à la Cour Internationale de Justice (CIJ), excipant notamment les « fraudes massives » perpétrées par l'administration britannique pendant les opérations électorales. Les conseils du Cameroun évoquèrent entre autres le fait que le scrutin en lui-même fut illégal : à la fin du régime de Mandat/Tutelle (qui est en soi institution précaire ne conférant aux impétrants ni abus ni droit à une souveraineté distincte), on ne devait pas procéder à des élections, mais restituer tel quel, à elle-même, l'ancienne possession allemande.

Ayant tout perdu dans le Nord et ne se faisant guère d'illusion sur le verdict attendu de la CIJ, Ahmadou Ahidjo, en « deuil national », s'est donc, finalement, rendu aux pourparlers de Foumban, appuyé par des conseillers français, d'après un récent vidéogramme. En fait, dans la région du Southern Cameroons, l'enthousiasme pour la réunification s'était substantiellement estompé bien avant le scrutin de février 1961. Les leaders du Southern Cameroons craignaient désormais une éventuelle contagion en leur territoire du système de tuerie française d'en face. Ils se mirent à caresser l'idée d'un État souverain à l'exclusion des deux voisins. Tous ceux-là qui, au Nigeria, furent moulés au sein du NCNC (National Council of Nigeria and Cameroons) initié par le Père de l'Indépendance du Nigeria, le Dr. Nnamdi Azikiwe - i.e. les E. M. L. Endeley et les John Ngu Foncha -, se mirent pour la première fois d'accord pour demander à l'ONU un « **Temps de réflexion** ». Cette plate-forme intervient en effet après de nombreuses années de désaccord politique né de l'abandon de l'idéologie de la réunification par le Prince Bakweri - le Dr. E. M. L. Endeley -, pionnier de l'option inspirée à l'origine au Ngond'a Sawa sous M. R. J. K. Dibonge et par l'UPC. L'accord devait induire un report sine die du scrutin déjà envisagé en février 1961. Ce projet fabuleux qui fit l'objet de chanson populaire aurait pu aboutir, au minimum, à la perspective d'une troisième alternative, à côté des deux imposées par l'ONU comme camisoles de force, à savoir : 1) obtenir l'indépendance en s'alliant automatiquement au Nigeria, soit 2) en s'alliant automatiquement à l'ancien Cameroun sous administration française. L'alternative fut radicalement rejetée à l'ONU. Seules les deux alternatives onusiennes devaient s'appliquer obligatoirement au corps électoral comme uniques options de vote.

Les bases philosophiques d'un État fédéral ont, ainsi, été établies à Foumban sur la base d'un choix dicté par un dilemme, et a posteriori par la joie de se retrouver « avec nos frères après plus de quarante années de séparation », d'après les émouvantes paroles du refrain populaire composé à l'occasion, qui fut tant chanté dans les écoles primaires publiques.

Le Southern Cameroons renonçait de facto aux avantages plus importants offerts par l'État nigérian lors des élections – dans des circonscriptions comme Kumba, les adeptes du ralliement au Nigeria amenés par le Dr. Emmanuel Endeley remportèrent la partie.

Dans la constitution fédérale de 1961, les leaders anglophones veillèrent toutefois sur l'essentiel : cette partie du Cameroun entra dans un état d'égalité en droit constitutionnel excluant tout diktat éventuel de la majorité démographique francophone sur la minorité anglophone, du moins du point de vue d'une possible révision de l'économie de la loi fondamentale fédérale. Le nouvel État « indépendant » unifié s'engageait par ailleurs à se tenir à l'écart de nombreux regroupements internationaux à l'instar du Commonwealth of Nations et la Francophonie – là encore, les accords conjoints n'ont pas été respectés.

On pense que c'est avec la découverte du pétrole par les Français que Ahmadou Ahidjo a entrepris de centraliser le système en vue d'instituer un État unitaire à tendance totalitaire.

Première étape : le parti unifié au forceps de septembre 1966; toutes les formations politiques anglophones et francophones « acceptaient » de se fondre au sein de l'Union nationale camerounaise (UNC), **l'ancêtre du RDPC...**

Deuxième étape : le référendum du 20 mai 1972, organisé pour un passage en force de l'État unitaire, annexant subsidiairement le système parlementaire en vigueur au Southern Cameroons; cela, en violation de la clause interdisant d'instiller une révision de la Constitution fédérale dans une opération électorale devant noyer la minorité anglophone.

Des auteurs font état du fait que de fortes têtes comme Bernard N. Fonlon mirent en garde clairement Ahidjo contre une telle forfaiture, fatalement impopulaire en Former West Cameroon. Ahidjo l'a quand même fait.

Mais, si cette perspective a permis de conférer à la multinationale française Elf, entre autres, le contrôle des ressources offshore au large du Southern Cameroons – qui ont alimenté des comptes numérotés en paradis fiscaux d'après l'écrivain Mongo Beti -, elle a surtout conduit à amorcer la destruction systématique de l'infrastructure historique, morale, culturelle, linguistique et administrative de cette partie.

Elle a permis d'imposer comme fête nationale, non pas un événement nationaliste ou un acte patriotique d'envergure (la Réunification ou « l'indépendance ») comme il est de coutume dans tous les pays du Monde, mais une date quelconque, ubuesque (le 20 Mai), qui serait, simplement, la date-anniversaire de l'ancienne Première Dame, Germaine Habiba Ahidjo – à court d'inspiration, les calendriers de l'époque indiquèrent « Réunification » pour le 1er Octobre, et un tout petit « Unification » (?) pour le 20 Mai; et, mettant fin à un tel bricolage, le 1er Octobre disparut comme par enchantement des calendriers ultérieurs...

Ce processus, il faut le reconnaître, est demeuré méconnu de l'essentiel du public francophone – qui, paradoxalement, croit toujours tout savoir; et le citoyen Anglophone est quasiment relégué à la seconde zone...

Des strapontins comme la vice-présidence de la République, et plus tard la présidence de l'Assemblée nationale, institutionnellement destinés aux Anglophones, sont progressivement vidés de leur contenu au sein de l'État unitaire présidentieliste. Cependant que, par une modification décrétable inepte en 1984, le Président Paul Biya efface définitivement la trace de l'acte patriotique de février 1961, avec l'ablation du vocable « Unie » dans la dénomination officielle du Pays et la suppression de la deuxième étoile jaune du drapeau, rappelant le souvenir du patriotisme de ce peuple qui eût pu, à volonté, ne jamais se retrouver dans ce territoire. L'ancien Cameroun sous administration française s'appelait La République du Cameroun. Depuis 1984, on est retourné à La République du Cameroun, par une homonymie symbolique, grâce au Président Paul Biya. Tout un symbole!

Ce faisant, le processus tatillon « d'uniformisation » se poursuit avec : une tentative (ratée) de transformation du GCE (General Certificate of Education) en Baccalauréat selon la tradition française; « l'exportation » opiniâtre en zone anglophone de la culture de l'arrogance, de l'impolitesse, des brutalités, du déni de justice et du mépris des droits des personnes, héritée du Direct Rule colonial français; la monopolisation du « commandement » in situ par les Francophones – de préférence avec les plus inaptés à la langue et à la culture anglo-saxonnes -, voire le refus de tout dialogue et l'ignorance de toute revendication légitime...

Dans la foulée d'une Conférence de Tous les Anglophones (AAC I à Buea), les patriarches de la réunification, John Ngu Foncha et Solomon Tandeng Muna, ont solennellement demandé pardon à leur peuple pour s'être trompés - et pour avoir été floués – dans ce processus. John Ngu Foncha m'avait confié avec franchise, à Bamenda, toute son amertume pour n'avoir jamais été écouté à ce sujet, lui qui avait cru devoir prodiguer des conseils pour décongestionner le problème. Il s'agit-là d'un précédent de taille!

Car il est au moins apparu en Octobre 1992, pour ceux qui douteraient encore, qu'il est manifestement interdit à un Anglophone, en l'état actuel des institutions, de prétendre diriger La République du Cameroun, en territoire « français » d'Outre-mer!

Jean-Marc Soboth